

INTERVENTION DU VICE-PRÉSIDENT DE LA CENI A LA CONFÉRENCE SUR LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DANS L'ESPACE « KASAÏEN »

**Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, (avec l'expression de mes hommages les plus déférents),
 Honorables Présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat,
 Excellence Monsieur le Premier Ministre, chef du Gouvernement,
 Excellence Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle,
 Honorables Députés et Sénateurs,
 Excellences mesdames et messieurs les membres du gouvernement,
 Monsieur le Premier Président de la Cour Suprême de Justice,
 Monsieur le Procureur Général de la République près la Cour Constitutionnelle,
 Monsieur le Procureur Général de la République près le Cour Suprême de Justice,
 Honorables Présidents des Assemblées Provinciales issues du découpage de l'espace Kasien,
 Messieurs les Gouverneurs des provinces du Kasai, Kasai Oriental, Kasai Central et Lomami,
 Messieurs les Présidents des Institutions d'appui à la démocratie et chers. Collègues,
 Mesdames et messieurs les membres de l'Assemblée Plénière de la CENI,
 Mesdames et messieurs les Représentants de Corps Diplomatique, des Agences du système des Nations Unies et des Organismes Internationaux,
 Mesdames et messieurs, à vos titres et qualités respectifs,,**

La Commission Electorale Nationale Indépendante remercie Son Excellence Monsieur le Président de la République de l'opportunité qui nous est offerte pour prendre la parole dans ce Forum de la Paix aux Kasai, espace qui sort à peine d'une période de tribulations qui a marqué négativement de son empreinte le processus électoral dans notre pays.

Il vous souviendra en effet que, initialement prévue pour fin juillet 2017, la clôture de la révision du fichier électoral, ayant fait l'objet d'un consensus de la classe politique à travers l'Accord politique global et inclusif de la Saint Sylvestre 2016, n'a pu être réalisée à cette date à cause du phénomène Kamuina Nsapu qui a endeuillé non seulement les populations de cet espace, mais aussi la CENI qui a perdu son chef d'antenne de Dekese, un président du centre d'inscription à Luiza, tous deux décapités par les miliciens, et bien d'autres agents enlevés par les miliciens à Luebo, Miabi, Tshilenge et Lupatapata. Sans compter les matériels détruits ou pillés et des bâtiments abritant les bureaux saccagés à Luebo, Dibaya, Kazumba et Kabeya Kamwanga.

C'est à travers la CENI que la solidarité de l'ensemble de la nation avec l'espace Kasaien s'est exprimée pour la première fois à travers la décision de ne point aller aux élections en

lassant de côté cette partie importante de la République. L'importance reconnue des Kasai a été ensuite confirmée par quatre actions qui y ont été menées, à savoir : l'évaluation du processus électoral, la formation du personnel intervenant dans les opérations d'identification et enrôlement des électeurs, le lancement le 12 septembre dernier desdites opérations et, ce jour, notre présence en ce lieu pour renforcer le processus de paix et remercier le Chef de l'Etat, les membres du gouvernement et tous les autres acteurs qui se sont mis ensemble pour qu'advienne la paix sur cet espace. Car sans paix, nous ne saurons pas déployer le matériel électoral, ni procéder à l'enrôlement des électeurs.

Cette conférence sur la paix est d'autant plus rassurante pour la CENI, qu'elle nous permet de croire que les opérations d'identification et enrôlement des électeurs entamées depuis le 12 septembre dernier dans les provinces du Kasai, Kasai Central, ainsi que les territoires de Kamiji et Lulu dans la Lomami, ne seront plus perturbées par les actes de violence causées par des miliciens de tout bord.

Je tiens ici, au nom de l'Assemblée Plénière de la CENI, à recommander une pensée pieuse pour les agents électoraux au sens large, dont les vies ont été fauchées sur cet espace et féliciter tous ceux qui ont travaillé à y faire revenir la paix. C'est ici que s'arrêtera mon évocation de la situation d'insécurité qui a sévi sur cet espace, puisque des personnalités plus qualifiées sont ici pour vous dire davantage.

Je m'en vais donc vous parler des élections, dont la CENI a la charge, et voudrais, d'entrée de jeu, vous rassurer, en son nom, que toutes les élections prévues dans le cadre légal de notre pays seront organisées, sans précipitation inconsidérée ni lenteur exagérée, comme l'a si bien dit le Président de l'Assemblée Nationale lors de son discours d'ouverture de l'actuelle session parlementaire.

La CENI, au nom de laquelle je vous livre cette information, en veut pour preuve qu'elle a mené sans désenclaver les opérations d'identification et enrôlement des électeurs jusqu'à atteindre ce jour le nombre de 41.418.326 enrôlés, soit un taux de réalisation de 107% par rapport aux projections.

La marche vers les élections est évidente, mais notre Institution n'est pas l'unique acteur pour en garantir l'effectivité. Le Parlement, le Gouvernement, les Partis politiques, la Société Civile et d'autres partenaires ont également un rôle à jouer dans ce processus.

Aussi, permettez-moi de vous présenter, dans les grandes lignes, l'état du processus électoral.

Pour ne pas remonter trop loin, je partirai de la Constitution et de l'Accord politique de la Saint Sylvestre 2016, qui sont les instruments majeurs pour la gestion du processus

électoral, entre autres. Les parties signataires s'y sont accordées pour «*la refonte totale du fichier électoral* ». Celle-ci a été lancée le 31 juillet 2016 à Gbadolite, en province du Nord-Ubangi. Les opérations d'identification et enrôlement des électeurs se sont poursuivies à partir du **13 décembre 2016** dans les aires opérationnelles 1 et 2 comprenant les provinces de l'Equateur, du Haut Katanga, du Haut Lomami, de l'Ituri, de Lualaba, du Maniema, de la Mongala, du Nord Kivu, du Sud Kivu, du Sud Ubangi, du Tanganyika et de la Tshuapa.

PROVINCE	ATTENDUS	ENROLES	
----------	----------	---------	--

A partir du 30 avril 2017, les mêmes opérations ont commencé dans les aires opérationnelles 3 et 4 comprenant les provinces du Kongo Central, du Kwilu, du Kwango, de la Tshopo, du Bas-Uélé, du Sankuru, de la Lomami, du Kasai Oriental, de Maindombe et du Haut Uélé.

Le 28 mai 2017, la ville de Kinshasa a vu ses premières cartes d'électeur imprimées.

Le tableau général des résultats d'enrôlement se présente comme suit :

Equateur	935 108	1 166 296	124,7%
Haut-Katanga	2 302 934	2 569 922	111,6%
Haut-Lomami	1 378 077	1 556 643	113,0%

PROVINCE	ATTENDUS	ENROLES	
Bas-Uele	570 076	512 799	90,0%
Haut-Uele	965 944	989 470	102,4%
Kasai Oriental	1 325 656	1 279 386	96,5%
Kinshasa	4 413 038	4 723 999	107,0%
Kongo Central	1 951 014	1 997 691	102,4%
Kwango	1 040 254	1 027 966	98,8%
Kwilu	2 550 856	2 503 699	98,2%
Lomami	880 467	1 160 019	131,8%
Mai-Ndombe	950 222	949 719	99,9%
Sankuru	886 886	1 976 826	222,9%

Tshopo	1 349 677	1 448 444	107,3%
--------	-----------	-----------	--------

N.B. : Ce résultat est provisoire et sera définitif après consolidation du fichier électoral / dédoublonnage (cf. Infra). Cette étape se fait avec le système AFIS / ABIS, en anglais : "Automated Biometric Identification System", c'est-à-dire : le Système Automatique d'Identification Biométrique. Ce dernier procède par :

- La détection automatique des doublons potentiels;
- La comparaison des "empreintes digitales" et des "photographies" à partir de la base de données des électeurs;
- La confirmation visuelle ou non des doublons détectés, en d'autre terme l'adjudication.

**Excellence Monsieur le Président de la République,
Honorables Députés et Sénateurs,
Excellences mesdames et messieurs les membres du gouvernement,
Mesdames et messieurs,**

C'est également le lieu de rappeler ici que le législateur a prévu dans la loi portant identification et enrôlement des électeurs, en ses articles 40 à 45, la possibilité de réclamation et contestation de l'enrôlement et autres faits liés au fichier électoral, au niveau de chaque centre d'inscription, dans les 7 jours suivant l'affichage des listes du centre.

Certains acteurs politiques, au lieu d'utiliser cette ouverture et procédure légales réglementant la gestion du contentieux des listes électorales, se sont investis dans une opération de sape systématique du fichier en constitution sur une base d'arguments subjectifs, sur des supputations que les témoignages des observateurs attitrés qui ont accompagné ces opérations sur le terrain, ont objectivement démenti.

Nous réitérons notre appel aux partis politiques et aux associations de la Société Civile d'envoyer leurs témoins et les observateurs là où les opérations se tiennent encore, au lieu de continuer à se confiner dans des déclarations sans fondement aucun.

Voici deux exemples de la manière dont ce système opère pour l'adjudication :

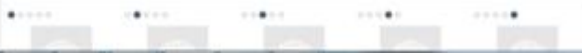
Adjudication (case)

[← View all cases](#)
[Download report](#)
[Take case →](#)
[Lock Case](#)

Probe



ID	21322283272
Full name	NATHANAEL BALIDAKABO MAY
Birthdate	1994-12-22
Place of birth	LISALA
Sex	M
Father name	GONDASI MALENGO MAY
Mother name	NZINA TIENE BEBE
Address	LISALA/BOKADA /BOSOBLO /BOSOBLO/Nord- Ubangi
Registration Center	
Province	Nord-Ubangi
Commission branch	BOSOBLO
Territory	BOSOBLO
ID	430340
Name	E.P. 2 TOLINGANA
Location	BOKADA POMBO
Biometric Kit ID	43034011



Score: 136

HIT 1/1

[Previous](#)
[Next](#)



Score: 136

ID	21322269380
Full name	NATHANAEL BALIDAKABO MAY
Birthdate	1994-12-22
Place of birth	BOSOBLO
Sex	M
Father name	MAY
Mother name	NZINA
Address	GBADOLITE/BOKADA /BOSOBLO /BOSOBLO/Nord- Ubangi
Registration Center	
Province	Nord-Ubangi
Commission branch	BOSOBLO
Territory	BOSOBLO
ID	430340
Name	E.P. 2 TOLINGANA
Location	BOKADA POMBO
Biometric Kit ID	43034011



Show

Adjudication (case)

[← View all cases](#)
[Download report](#)
[Take case →](#)
[Lock Case](#)

Probe



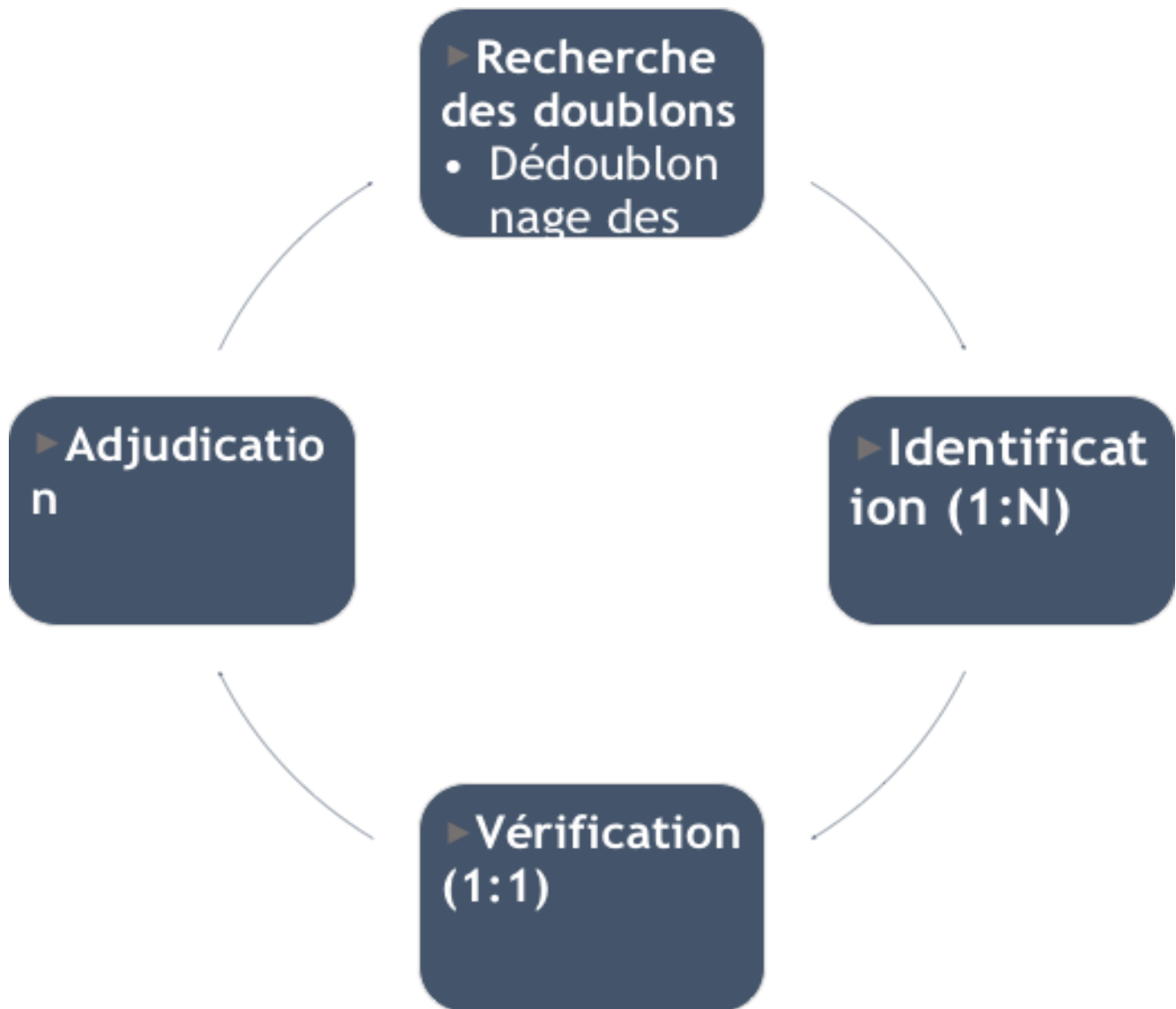
ID	21261676811
Full name	CEDRICK BOZA BAIKO
Birthdate	2000-01-31
Place of birth	KINGI
Sex	M
Father name	BAIKO
Mother name	KAGU
Address	KINGI/BOGONDA/OTTO MBANZA/MOBAYI- MBONGO/Nord-Ubangi
Registration Center	
Province	Nord-Ubangi
Commission	MOBAYI-MBONGO
branch	
Territory	MOBAYI-MBONGO
ID	430045
Name	CS SOWA
Location	SOWA
Biometric Kit ID	43004511

Score: 146
Hit 1/1
[Previous](#)
[Next](#)

Score: 146

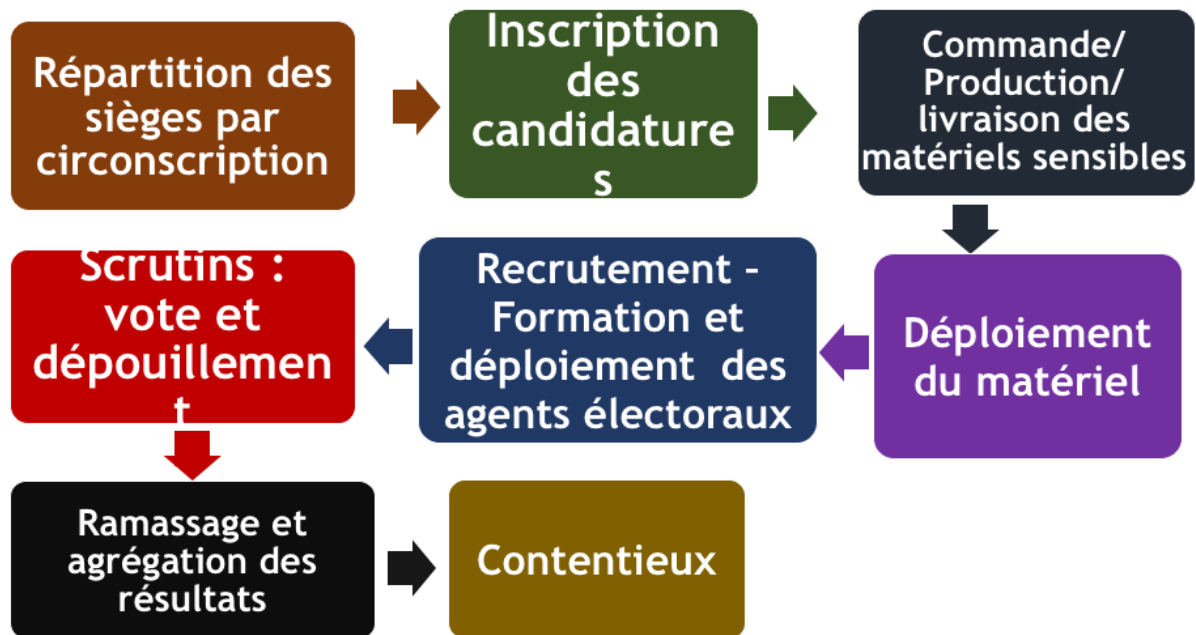
ID	21261676823
Full name	CEDRICK BOZA BAIKO
Birthdate	2000-01-31
Place of birth	KINGI
Sex	M
Father name	BAIKO
Mother name	KAGU
Address	KINGI/BOGONDA/OTTO MBANZA/MOBAYI- MBONGO/Nord-Ubangi
Registration Center	
Province	Nord-Ubangi
Commission	MOBAYI-MBONGO
branch	
Territory	MOBAYI-MBONGO
ID	430045
Name	CS SOWA
Location	SOWA
Biometric Kit ID	43004511

En substance, le système fonctionne comme suit :



**Excellence Monsieur le Président de la République,
Honorables Députés et Sénateurs,
Excellences mesdames et messieurs les membres du gouvernement,
Mesdames et messieurs,**

Une fois bouclé la constitution du fichier électoral, il restera à réaliser les opérations suivantes :

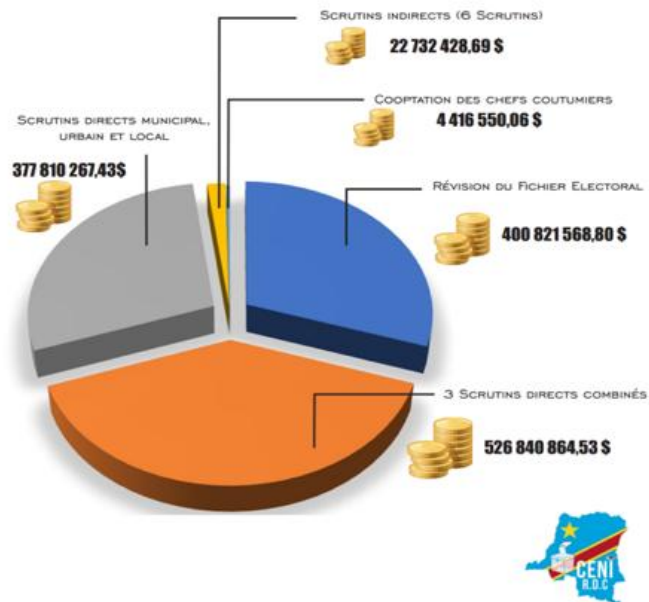


L'ensemble de ces activités constitue ce que nous appelons « le chemin critique » du fait que lesdites activités se déclinent dans un ordre qui est tel que la deuxième ne peut venir qu'après la fin de la première, la troisième après la fin de la deuxième, ainsi de suite.

Ce processus rencontre plusieurs contraintes, notamment d'ordre sécuritaire, financier,

BUDGET DES ELECTIONS EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Révision du Fichier Electoral	400 821 568,80 \$
+	
3 Scrutins directs combinés	526 840 864,53 \$
+	
Scrutins directs municipal, urbain et local	377 810 267,43 \$
+	
Scrutins indirects (6 Scrutins)	22 732 428,69 \$
+	
Cooptation des chefs coutumiers	4 416 550,06 \$
COÛT GLOBAL	1 332 621 679,51 \$



logistique et légal. La situation récente dans les deux Kasai, nous a convaincu tous de la nécessité d'un environnement sécurisé pour mener à bon port les opérations pré-électorales, électorales et post-électorales. A cet égard, les foyers non encore totalement stabilisés doivent faire l'objet d'une attention particulière du Gouvernement, entre autres, le phénomène LRA en Ituri, les Mbororo dans les Uélé, les ADF Nalu au Nord-Kivu, les Mai-Mai au Sud-Kivu, les groupes armés burundais dans la plaine de la Ruzizi et dans le territoire de Fizi, ainsi que les conflits intercommunautaires entre Bantous et pygmées dans la province du Tanganyika.

Au plan logistique, la CENI salue l'appui du gouvernement congolais qui a mis à sa disposition 2 avions Boeing, 2 hélicoptères, 50 camions de marque Kamaz et plus de 107 camionnettes. Elle salue également la résolution 2348 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, qui a clairement affirmé l'appui de la Monusco. Celle-ci a apporté un appui considérable notamment dans le déploiement du matériel de Mombasa à Kinshasa et vers les Hubs principaux. La CENI observe néanmoins qu'en 2005 et en 2011, la logistique dévolue au processus électoral comprenait, entre autres, 108 avions dont 88 venaient de la Monusco..... et 4 des FARDC. Saurons-nous avec 4 avions relevé le défi ? La question se pose bel et bien.

S'agissant du financement du processus électoral, il y a lieu de relever qu'il est tributaire des moyens que l'Etat Congolais est en mesure de dégager et de mettre à disposition, en même temps qu'il doit assumer d'autres obligations qui exigent également des fonds. La CENI saisit la présente occasion pour féliciter le Gouvernement des efforts qu'il déploie en faveur

du processus électoral, en cette période où le pays traverse une crise économique comme nous le savons tous.

A ce jour, la CENI ne peut pas encore compter sur l'appui financier des partenaires extérieurs qui avancent plusieurs conditions expliquant leur réticence à financer les élections dans notre pays, tout en exigeant qu'elles aient lieu. Les élections relèvent de la seule souveraineté et à ce titre, nous devons saluer l'approche réaliste retenue par l'Accord, à savoir : la recommandation faite au Gouvernement « d'explorer les voies et moyens de rationalisation du système électoral pour réduire les coûts excessifs des élections ». Voici la synthèse dudit budget :

Il faut noter que pour sécuriser les élections, avant le phénomène Kamuina Nsapu, les études faites ont conclu à un budget de 64 millions de dollars, non inclus dans celui que je viens de vous présenter. Une harmonisation va donc s'imposer.

La CENI a réalisé à l'effet de la réduction des coûts recommandée par l'Accord, des études qui ont abouti à des propositions visant la rationalisation à travers la loi et l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Tenez, au plan technico-opérationnel, nous aurions sans cette réforme, 3 scrutins combinés, 88 550 BVD, 23 000 CV, plus de 64 000 Candidats (pour plus de 534 partis politiques), 175 865 250 bulletins de vote de 53 pages format A3 à produire (soit une moyenne de 5 275,9575 tonnes de bulletins à transporter), 10 626 000 fiches et procès-verbaux à produire et transporter, 640 000 agents temporaires à recruter, former et affecter, 325 000 urnes et 531 300 isolements à acheter et déployer, etc.

Étant donné qu'un débat technique approprié y sera consacré au parlement, je ne rentre pas maintenant dans les détails techniques des suggestions faites pour la rationalisation du système à travers la loi. Vu le cadre, je ne vais pas non plus approfondir l'évocation de l'étude qui a généré la machine à voter. Mais je suis heureux de compter ici plusieurs témoins qui en ont expérimenté l'efficacité. En effet lors de la première réunion d'évaluation du processus électoral tenue dans cette ville du 28 au 31 août derniers, la machine à voter a été présentée aux participants. Je sais que l'idée même d'une machine à voter suscite déjà des réactions dans tous les sens. Il est peut-être mieux indiqué de la voir et de comprendre son fonctionnement pour mieux l'apprécier (voir dépliant et démonstration).

Je me permettrai juste de dire à cette occasion que la procédure de vote envisagée par la CENI dans l'optique de l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication, est pratiquement la même que le vote traditionnel. La seule différence est le remplacement du bulletin de vote traditionnel pré-imprimé dont les spécimens atteignaient jusqu'à 53 pages format A3 (cas de la Tchangu en 2011), par un bulletin de vote spécifique

miniaturisé et vierge que l'électeur obtient du Président du Bureau de Vote, et sur lequel il imprimera son choix à travers la machine à voter. L'électeur dépose en suite dans l'urne ce bulletin de vote, imprimé avec la photo et autres données relatives à son candidat.

La machine à voter présente les avantages suivants :

- Réduire sensiblement le coût global des élections;
- Faciliter à l'électeur le vote indépendamment de la taille du bulletin de vote;
- Réduire le temps d'attente dans les bureaux de vote;
- Fournir plus rapidement et d'une manière fiable les résultats des scrutins.
- Commande et déploiement dans les délais ;

Elle offre les opportunités ci-après :

- Recommandation de l'accord du 31 décembre 2016;
- Réduction de la période de proclamation des résultats;
- Commander les machines à voter a temps pour un déploiement sans précipitations.
- Réduction de la fraude électorale;
- Réduction du coût global des élections;
- Réduction de volume et poids des bulletins de vote ;
- Réduction des contraintes liées à la production et dépouillement des bulletins;
- Réutilisation du système pour plusieurs cycles.

Je ne m'étendrai pas davantage sur le sujet à cette occasion, mais recommanderai à ceux qui n'ont pas encore expérimenté le vote avec la machine dont question, à le faire avant de juger de son utilité ou non.

**Honorables Députés et Sénateurs,
Excellences mesdames et messieurs les membres du gouvernement,
Mesdames et messieurs,**

J'en viens aux attentes de la CENI par rapport à ces assises.

Les élections amènent la sécurité si elles sont bien organisées. Elles conduisent à l'insécurité si elles sont mal organisées. La CENI vous présente les attentes ci-après pour sécuriser le processus.

A. Au niveau du Kasai :

1. Une paix durable entre Acteurs Politiques et Sociaux. Les kits et les élections n'aiment pas les bruits de bottes. Il faudra que chaque leader descende dans sa circonscription avec un discours de sensibilisation à l'opération d'identification et d'enrôlement des

électeurs. Sans atteindre au moins les 1.563.988 prévus pour le Kasai et les 1.554.634 prévus pour le Kasai Central, Majorité et Opposition, votre poids politique va diminuer et vos sièges seront transférés dans d'autres provinces où il y a la paix.

Enterrez donc vos divergences et allez tous sur une moto, dans la même pirogue, appeler vos populations à se réconcilier, comme vous-même vous le ferez ici à Kananga. C'est le leader qui montre la voie et non l'inverse. Ne rentrez donc pas à Kinshasa, notables Kasaiens, sans votre carte d'électeur. La CENI a joué sa partition. Le sort des Kasaiens pour déterminer leur nombre de sièges est entre vos mains.

2. Appel au retour des Réfugiés se trouvant en Angola et des déplacés dans d'autres provinces.
3. Comme dans le Tanganyika, l'Ituri, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, la CENI peut recruter et former ces enfants égarés s'ils remettaient leurs armes pour la paix au Kasai.
4. Réhabilitation de 105 écoles pour le Kasai et 44 pour le Kasai Central en vue de nous permettre le parachèvement de notre opération d'identification et d'enrôlement des électeurs.
5. La réhabilitation de nos infrastructures détruites à Luebo, Dimbelenge, Dibaya, Kabeya Kamwanga et Kazumba, et ouverture d'enquête sur l'assassinat de notre chef d'antenne de Dekese et les 3 présidents des centres d'inscription de Luebo, ainsi que nos agents déportés de Miabi et de Tshilenge, dans le Kasai Oriental, par ces terroristes.

B. Au niveau du gouvernement :

Nous remercions le gouvernement de la République pour tout le soutien logistique, financier et sécuritaire dont la CENI est bénéficiaire ; soutien sans lequel nous n'aurions pas les 42 millions d'enrôlés aujourd'hui.

Nous voudrions rappeler cependant qu'à cause de l'option levée dans les 2 Accords, surtout celui du 31 décembre 2016, d'organiser en une seule séquence les élections Présidentielle, Législatives nationales et provinciales, les prévisions de Bureaux de vote vont passer de 88.000 à 135.000 bureaux de vote. Ce qui suppose 270.000 policiers pour les sécuriser pour un budget de 64.000.000 USD à gérer par le Ministère de l'Intérieur, parce que la CENI ne connaît pas là où on achète ces matériels non létaux.

- ❖ Le Kasai a eu un problème de beaucoup de groupements. Ce qui entraîne beaucoup de Centre d'Inscription, de kits, d'agents, de finances, mais aussi de conflits. Nous voudrions que ce problème de prolifération de groupements soit réglé dans ce Forum.
- ❖ Comme en 2006, nous voudrions qu'à côté de la Monusco, le Gouvernement fasse encore une requête adressée aux pays amis africains, surtout ceux de la SADC, pour

renforcer le déploiement par des hélicoptères, des cargos et d'autres moyens pour répondre aux défis logistiques des opérations.

- ❖ Au niveau financier, nous voudrions encore remercier notre gouvernement qui nous finance seul dans des conditions difficiles. Il est très dangereux d'engager un processus de 1.332.621.679 USD comme si le pays n'avait pas d'autres activités. En voici le budget :
 - 526.884.864 USD pour les Présidentielle, Législatives nationales et provinciales
 - 400.821.000 pour la RFE
 - 377.000.000 pour les locales, les municipales
 - 22.732.428 pour les scrutins indirects.

Pour diminuer ce coût conformément à l'Accord, la CENI est en train de mettre en place un système de machine à voter qui prendrait la moitié du coût des bulletins de vote dans le poids et les pages n'existent nulle part au monde.

Je sollicite votre indulgence pour faire voter 5 personnes par province et vous-mêmes vous allez voir le gain :

- La transmission rapide des données sécurise le pays grâce au modem ou au Thuraya ou au V-SAT. Pas de piratage parce que nous avons des réseaux Intranet et non Intel ;
- L'autonomie de plus ou moins 48 heures à 72 heures grâce à la batterie à Lithium ou à l'accumulateur ;
- Le coût moins élevé ;
- Ces machines serviront pour plusieurs cycles électoraux
- On pourrait objecter la non connaissance de l'outil informatique par la population. La vérité, c'est que la jeunesse congolaise connaît déjà l'informatique après les 3 opérations.
- Contrairement à 2006 et 2011, l'analphabète et d'autres ont 30 jours de maîtrise des numéros de leurs candidats qui seront affichés à 50m du Bureau de vote ;
- La machine est assistée d'une calculatrice et celui qui doute peut reprendre le vote au lieu de faire un bulletin nul ;
- Le comptage est à la fois manuel et électronique ;
- Il est transmis à la fois au CLCR et à Kinshasa ;
- Les témoins qui le veulent peuvent avoir le PV signé ;

Pour la transparence et la crédibilité des élections, ce logiciel a été présenté à Bucarest en Roumanie le 28 août 2017 par AWEB et nous avons reçu les félicitations de toutes les Commissions Électorales membres de cette Association mondiale.

C. Des lois et de l'administration judiciaire :

Les bonnes lois assurent aussi les bonnes élections et la sécurité du pays.

- ❖ Notre parlement devra amender la loi électorale et voter la loi portant Répartition des sièges
- ❖ Mais aussi, les nouvelles provinces doivent avoir leurs cours et tribunaux pour le règlement des contentieux.

Il est prévu une formation des magistrats à tous les niveaux pour s'adapter au nouveau système de la machine à voter d'autant plus que les élections se gagnent dans l'urne et après le contentieux.

D. Au niveau politique :

Mesdames et messieurs,

Notre attente comme CENI, au niveau politique, c'est le respect de l'Accord par ceux-là qui l'ont signé, notamment les chapitres 3 et 4 relatifs aux institutions de la transition et au processus électoral.

De notre côté, nous garderons intact ce que nous avons promis.

Quant au calendrier, notre chemin critique est universel. Comme nous avons déjà le CNSA et bientôt dans 3 mois, donc décembre 2017, nous allons terminer l'identification et l'enrôlement des électeurs dans les Kasai, il n'y a rien qui nous empêchera de publier la suite de notre calendrier, car la RFE en fait partie.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Nous remercions encore une fois votre Autorité qui a voulu nous faire participer à ce Forum de la paix et de la Réconciliation à Kananga.

Comme à Béni, à Goma, à Kalemie, à Uvira, à Bukavu et à Bunia, notre kit a un nom. C'est le kit de la paix. Aux populations des 5 provinces de capitaliser cette paix retrouvée.

Je vous remercie.

Kananga, le septembre 2017
Norbert BASENGEZI KATINTIMA